

FICHE D'ACTUALITÉ #13



11 octobre 2024

Les élections américaines Les doctrines de politique étrangère américaine

Résumé

- Avant la Seconde Guerre mondiale, la politique étrangère des Etats-Unis a longtemps oscillé entre isolationnisme et interventionnisme. Pendant la Guerre froide, les Etats-Unis sont le porte-drapeau du camp libéral et démocratique. A partir de 1991, les Américains revendiquent le rôle de « gendarme du monde ».
- La présidence de Donald Trump a signé le retour de l'isolationnisme américain et Joe Biden s'est investi pour la réintégration des Etats-Unis dans le système international, dans un contexte de remise en cause du modèle démocratique.
- Les élections de novembre ne modifieront sans doute pas fondamentalement une politique étrangère américaine qui tend depuis deux décennies à se détourner de l'Europe pour se focaliser sur d'autres zones géographiques, essentiellement l'Indopacifique.

Cette fiche d'actualité se penche sur les différentes doctrines de politique étrangère américaines. Elle présente l'histoire et les contextes d'évolution de l'isolationnisme et de l'interventionnisme américains en les associant à d'autres notions comme celle de « gendarme du monde » ou de « pax americana ». Enfin, elle analyse le mandat de Joe Biden en termes de politique étrangère, et plus précisément sa volonté de diffusion de valeurs démocratiques pour contrer les autocraties.

Contexte – Isolationnisme versus interventionnisme, une longue histoire

Bien que la politique étrangère soit traditionnellement l'objet d'une attention restreinte dans les cycles électoraux américains, l'actuelle campagne présidentielle marque une différence du fait de deux candidats qui abordent la guerre en Ukraine, la situation au Moyen-Orient et la rivalité avec la Chine, laissant entrevoir leur vision des enjeux globaux. Ainsi, lors d'une rencontre avec Volodymyr Zelensky le 26 septembre, Kamala Harris, vice-présidente des Etats-Unis et candidate démocrate à la Maison-Blanche a affirmé : « Les Etats-Unis ne peuvent pas et ne doivent pas s'isoler du reste du monde. L'isolement n'est pas une solution¹. » Sa déclaration souligne l'antagonisme avec la politique étrangère défendue par son opposant, Donald Trump. Celui-ci promet la fin de la guerre en Ukraine

¹ Le Monde. 2024. « A Washington, Volodymyr Zelensky s'invite dans l'élection présidentielle américaine », 27.09.2024, https://www.lemonde.fr/international/article/2024/09/27/a-washington-volodymyr-zelensky-s-inscrit-dans-l-election-presidentielle-americaine_6335744_3210.html

grâce à un « deal » équitable pour tout le monde, et plus largement, la fin des garanties de sécurité automatiques pour le continent européen dans le cas où il serait réélu.

... and the Wolf chewed up the children and spit out their bones ...
But those were Foreign Children and it really didn't matter."



Figure 1 – Caricature de Dr Seuss qui critique l'isolationnisme américain pendant la Seconde Guerre mondiale, publiée le 1^{er} octobre 1941 dans PM Magazine (Source : <https://picryl.com/media/dr-seuss-and-the-wolf-chewed-up-the-children-119f9d>).

Cette campagne pourrait ainsi rejouer une forme traditionnelle d'opposition entre isolationnisme et interventionnisme aux Etats-Unis, laquelle ne se résume cependant pas à un simple clivage politique. Il s'agit en effet de deux conceptions de la politique étrangère américaine fondamentalement opposées, qui remontent au moins au XIX^e siècle. Historiquement, les Etats-Unis ont d'abord été isolationnistes : le cinquième président des Etats-Unis, James Monroe, donne son nom à la « doctrine Monroe », une politique étrangère qui condamne toute intervention européenne dans les affaires américaines tout comme celle des Etats-Unis dans les affaires européennes. Après la Seconde guerre mondiale, la doctrine Monroe est utilisée par les dirigeants des Etats-Unis pour illustrer le combat mené contre les puissances étrangères perçues comme une menace. Le successeur de Monroe, John Quincy Adams, affirmait que les Etats-Unis ne souhaitent pas s'immiscer dans les affaires des autres car cela signifierait participer à un grand nombre de guerres dans le monde – des guerres qui ne les concernent pas directement².

La position isolationniste des Etats-Unis du début du XX^e siècle ne les empêche pas de continuer à développer leur puissance militaire. Bien au contraire, les Américains affichent leur puissance militaire comme lors de la tournée du Great White Fleet, une flotte de guerre qui fait un tour du monde entre 1907 et 1909, en rendant visite à de nombreux pays dans le monde. Cette opération permet aux Etats-Unis de se positionner sur la scène internationale. En 1916, alors que la Première guerre mondiale ravage l'Europe, le président Woodrow Wilson fait campagne avec le slogan « America First », s'engageant à maintenir la neutralité des Etats-Unis. Mais il décide de finalement entrer en guerre,

² Pouvoirs. 2014. « De Roosevelt à Obama : isolationnisme ou interventionnisme ? », <https://shs.cairn.info/revue-pouvoirs-2014-3-page-103?lang=fr>

malgré sa position précédemment isolationniste. Ayant apporté son appui aux vainqueurs, dès 1918, lors de son discours sur l'Etat de la Nation, Wilson énonce ses célèbres « 14 points », un programme pour atteindre la paix dans le monde. Dès lors, les Etats-Unis affichent une position clairement interventionniste mais celle-ci sera de courte durée : l'inefficacité de la Société des Nations et le poids de certains groupes de pression comme par exemple le « America First Committee » conduisent les Etats-Unis à retomber dans l'isolationnisme.

Lors de la Seconde guerre mondiale, Roosevelt poursuit cette même politique alors que l'Europe sombre dans la guerre ; il faut attendre l'attaque japonaise sur la base navale de Pearl Harbor en décembre 1941 pour que les Etats-Unis rompent définitivement avec leur isolationnisme et déclarent la guerre à l'Allemagne et à ses alliés. Dès lors, l'opinion publique américaine plébiscite l'interventionnisme : les soldats américains sont célébrés en héros à leur retour pour avoir résolu un conflit sur un autre continent. Peu de temps après, en 1948, le Sénat américain adopte la résolution Vandenberg, qui permet aux Etats-Unis d'établir des alliances militaires dans l'objectif de défendre la paix dans le monde et qui conduit à la création de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Au cours de la Guerre froide, dans le cadre de la doctrine Truman, les Etats-Unis interviennent dans différents conflits, comme en Corée ou au Viet Nam, afin de soutenir les régimes démocratiques face aux régimes autoritaires (doctrine du *containment*).

L'effondrement de l'empire soviétique en 1991 laisse un monde avec un seul acteur international majeur, rôle qu'endossent les Etats-Unis qui se positionnent comme garants de l'ordre international et promoteurs de la démocratie dans le monde. Cette domination s'accompagne de la diffusion plus large d'un modèle fondé sur l'économie de marché et la mondialisation des échanges commerciaux. Cet idéal de « Pax americana » repose fortement sur le « soft power » américain, qui correspond à une stratégie d'influence passant par divers canaux, notamment culturels et diplomatiques. Pourtant, cette période ne correspond pas à une réelle pacification des relations internationales. L'administration Clinton, au cours des années 1990, multiplie les engagements internationaux en s'appuyant sur la notion d'*enlargement* selon laquelle le plus de pays possibles doivent être inclus dans le giron américain. George W. Bush rompt initialement avec cette politique ; il succède à Clinton en 2000, sur un souhait de voir les Etats-Unis se désengager de cet interventionnisme. Mais une succession d'évènements, et notamment l'attaque terroriste du 11 septembre, conduisent à l'excès inverse ; s'ouvre alors une « longue guerre », désignée comme guerre contre le terrorisme. Si l'intervention en Afghanistan est suivie par de nombreux alliés, l'invasion de l'Irak en 2003 écorne l'image des Américains à l'international tandis que la crise économique de 2008 contribue à une remise en question du modèle américain. Finalement, l'élection de Barack Obama en 2008 marque une approche plus diplomatique et ciblée des relations internationales.

Analyse – La bataille pour la démocratie et contre l'autocratie menée par Joe Biden

Après trois décennies d'interventionnisme plus ou moins caractérisé, Donald Trump reprend le slogan de Woodrow Wilson « America First » lors de sa campagne présidentielle de 2016 et de sa présidence de 2017 à 2020. Il l'utilise notamment pour mettre l'accent sur le retrait des Etats-Unis des traités et des organisations internationales. Malgré cette rhétorique, l'isolationnisme de Trump doit aujourd'hui être nuancé : sa politique étrangère peut plutôt être considérée comme paradoxale. Seul président à n'avoir pas engagé les Etats-Unis dans une guerre durant son mandat, il n'a cependant pas tenu ses promesses de retrait, mais a maintenu voire renforcé la présence militaire américaine dans plusieurs zones de conflit comme l'Afghanistan, l'Irak, la Syrie ou le Yémen. De plus, sa politique visait davantage à redéfinir les priorités géostratégiques américaines et à obtenir un meilleur « partage du fardeau » avec les alliés qu'un véritable repli isolationniste. Il a également adopté une attitude critique envers les alliés traditionnels des Etats-Unis, notamment au sein de l'OTAN, mais sans pour autant

rompre ces alliances. Toutefois, de nombreux médias ont tourné en dérision l'utilisation par Trump de la politique de « l'Amérique d'abord » en la qualifiant de « l'Amérique seule ».

En réaction à ces critiques la politique de Joe Biden a été de rompre avec la rhétorique isolationniste de Trump et de chercher à rétablir l'image des Etats-Unis en tant que garants de la démocratie dans le monde. Au début de son mandat, en février 2021, Biden déclare que le monde se trouve à un « point d'inflexion » dans l'affrontement entre la démocratie et l'autocratie et que la promotion de la démocratie dans le monde est sa mission. Le même mois, le secrétaire d'Etat Antony Blinken réaffirme que la politique étrangère de l'administration Biden serait « centrée sur la démocratie et la protection des droits de l'homme³ ». Sans mentionner explicitement l'opposition traditionnelle entre isolationnisme et interventionnisme, Joe Biden fonde ainsi son action à l'étranger sur la promotion des valeurs de démocratie et d'Etat de droit. Cela est lié à la transformation du paysage démocratique mondial, qui se caractérise par un recul démocratique dans de nombreuses régions du monde et des défis géostratégiques croissants de la part de deux puissances autocratiques, la Chine et la Russie, à la recherche d'une influence toujours plus grande. Mais son choix s'explique aussi par le déclin de la position internationale des Etats-Unis en tant que démocratie « en bonne santé ». A titre d'exemple, les photos de la prise du Capitole à la suite de la défaite électorale de Trump ont considérablement abîmé l'image des Etats-Unis. En focalisant sa politique étrangère sur la démocratie, il répond donc à la fois à des logiques internes et externes et cherche à renouer avec le statut de « plus grande démocratie du monde ». La fragilisation de la démocratie aux Etats-Unis et dans le monde a également engendré une réflexion de la part de la communauté politique américaine. Celle-ci a longtemps été imprégnée d'hypothèses optimistes selon lesquelles le monde se caractérisait par une démocratie en expansion, l'absence de rivaux géostratégiques majeurs pour les Etats-Unis et une forte légitimité du modèle démocratique américain.



Figure 2 – Joe Biden, 46^e président des Etats-Unis (Source : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Joe_Biden_official_portrait_2021_cropped.jpg)

Par conséquent, la politique étrangère de Biden a d'abord été marquée par un retour au multilatéralisme. Dès le début de son mandat, le président démocrate a cherché à renouer avec les alliés traditionnels des Etats-Unis et à réaffirmer l'engagement américain dans les institutions internationales. Les Etats-Unis sont ainsi retournés dans l'accord de Paris sur le climat, se sont

³ Carnegie Endowment. 2024. « Democracy Policy Under Biden : Confronting a Changed World », 6 février 2024, <https://carnegieendowment.org/research/2024/02/democracy-policy-under-biden-confronting-a-changed-world?lang=en>

réengagés auprès de l'OMS et de l'ONU et ont à nouveau renforcé leurs liens avec l'OTAN et les alliés européens.

L'invasion russe de l'Ukraine en février 2022 l'a conduit à faire du soutien à l'Ukraine une des priorités de sa politique étrangère. Les Etats-Unis ont ainsi fourni un soutien militaire et financier conséquent à l'Ukraine (depuis février 2022, les Etats-Unis ont débloqué 110 milliards de dollars d'aide civile et militaire à l'Ukraine) et ont suivi leurs alliés pour imposer des sanctions à la Russie et pour l'isoler sur la scène internationale. Au sein de la « bataille entre la démocratie et l'autocratie » décrite par Biden, la limitation des ambitions de la Russie est un facteur déterminant et constitue une étape centrale du renforcement de la démocratie à l'échelle mondiale. Il en va de même pour la Chine, qui cherche à remettre en question la place des Etats-Unis en tant que première puissance économique mondiale. Le président Biden a maintenu la politique de fermeté déjà lancée par Obama et poursuivie par Trump et a conservé la plupart des restrictions commerciales. De plus, les alliances en Indopacifique ainsi que le contrôle des exportations de technologies sensibles vers la Chine ont été renforcées⁴.

Malgré l'ambition démocratique de Biden, sa politique étrangère a conservé quelques éléments de continuité par rapport à celle menée par Trump et peut être interprétée comme isolationniste sur certains points. Une mesure controversée a été le retrait des troupes américaines d'Afghanistan en août 2021. Cette décision a été très mal reçue par les Européens qui considèrent que Biden n'a pas suffisamment consulté ou coordonné le retrait avec ses partenaires. De nombreux dirigeants européens estimaient qu'un délai supplémentaire était nécessaire afin d'évacuer davantage de personnes. Le retrait précipité a également fait craindre une résurgence du terrorisme en Afghanistan qui pourrait menacer l'Europe. Cet événement a ravivé les doutes en Europe sur la fiabilité des Etats-Unis en tant qu'allié. Il a également mis en lumière la dépendance européenne vis-à-vis des Etats-Unis. Sur le plan économique, plusieurs mesures ont été prises par l'administration Biden pour la défense des intérêts américains, avec des conséquences importantes pour l'industrie européenne. L'*inflation reduction act* (IRA) est une loi majeure adoptée en 2022, qui vise à réduire l'inflation aux Etats-Unis. Elle représente une menace sérieuse pour l'économie européenne, en favorisant la production de certains produits, comme les voitures électriques aux Etats-Unis, ce qui désavantage les constructeurs européens sur le marché américain. Il encourage également la délocalisation d'entreprises européennes vers les Etats-Unis, grâce à des incitations financières attractives. Des millions d'emplois qualifiés en Europe pourraient ainsi être menacés par ce plan.

Perspectives – Le retour de l'isolationnisme ?

Lors d'un meeting électoral au mois de février 2024, Donald Trump avait laissé entendre qu'il pourrait ne pas protéger un allié en cas d'attaque russe⁵. Kamala Harris, quant à elle, pourrait poursuivre la politique étrangère de Biden en termes de « rivalité systémique » avec la Chine et se concentrer davantage sur l'Indopacifique. Au cours des dernières années, les Etats-Unis ont multiplié les actions dans cette zone, notamment en renforçant les partenariats stratégiques avec la Corée du Sud et le Japon et en mettant en place un accord militaire avec l'Australie et le Royaume-Uni (AUKUS), ce qui n'a pas manqué de créer de fortes tensions avec la France par exemple. Quelle que soit l'issue des élections de ce mois de novembre, les Etats membres de l'UE doivent donc être préparés au fait que l'Europe ne constitue plus la priorité stratégique des Etats-Unis, avec des conséquences importantes pour la sécurité du continent.

⁴ L'action des Etats-Unis en Indopacifique fera l'objet d'une fiche annexe.

⁵ France Info. 2024. « Déclarations de Donald Trump sur l'OTAN : l'Europe serait-elle capable d'assurer sa défense seule, sans le soutien des Etats-Unis ? », 16.02.2024, https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/declarations-de-donald-trump-sur-l-otan-l-europe-serait-elle-capable-d-assurer-sa-defense-seule-sans-le-soutien-des-etats-unis_6363469.html

Pour aller plus loin

- Council on Foreign Relations. 2024. « An Anatomy of Isolationism », <https://www.cfr.org/excerpt-isolationism#chapter-title-0-1>
- Carnegie Endowment. 2024. « Democracy Policy Under Biden : Confronting a Changed World », 06.02.2024. <https://carnegieendowment.org/research/2024/02/democracy-policy-under-biden-confronting-a-changed-world?lang=en>
- IFRI. 2024. « Laurence Nardon : Une présidentielle américaine déterminante pour l'avenir du système international », 14.01.2024. <https://www.ifri.org/fr/presse-contenus-repris-sur-le-site/une-presidentielle-americaine-determinante-pour-lavenir-du>

Bibliographie

Cette fiche s'appuie sur des informations recensées dans les sources suivantes :

- Carnegie Endowment. 2024. « Democracy Policy Under Biden : Confronting a Changed World », 06.02.2024. <https://carnegieendowment.org/research/2024/02/democracy-policy-under-biden-confronting-a-changed-world?lang=en>
- Euronews. 2023. « IRA : face aux Etats-Unis, l'UE se contente de miettes », 14.03.2023. <https://www.euractiv.fr/section/concurrence/opinion/ira-face-aux-etats-unis-lue-se-contente-de-miettes/>
- Foreign Affairs. 2023. « Biden's Midterm Report Card », 19.01.2023. <https://foreignpolicy.com/2023/01/19/biden-2-year-report-card-foreign-policy/>
- Foreign Affairs. 2024. « The World Is Leaving Biden Behind », 24.09.2024. https://foreignpolicy.com/2024/09/24/the-world-is-leaving-biden-behind/?tpcc=recirc_latest062921
- France Info. 2024. « Déclarations de Donald Trump sur l'OTAN : l'Europe serait-elle capable d'assurer sa défense seule, sans le soutien des Etats-Unis ? », 16.02.2024, https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/declarations-de-donald-trump-sur-l-otan-l-europe-serait-elle-capable-d-assurer-sa-defense-seule-sans-le-soutien-des-etats-unis_6363469.html
- IFRI. 2024. « Laurence Nardon : Une présidentielle américaine déterminante pour l'avenir du système international », 14.01.2024. <https://www.ifri.org/fr/presse-contenus-repris-sur-le-site/une-presidentielle-americaine-determinante-pour-lavenir-du>
- IFRI. 2024. « Laurence Nardon : Les Etats-Unis souffrent du syndrome de la fatigue de l'Empire », 22.09.2024. <https://www.ifri.org/fr/presse-contenus-repris-sur-le-site/laurence-nardon-les-etats-unis-souffrent-du-syndrome-de-la>
- Institut Thomas More. 2024. « L'hypothèque Trump – Analyse historique de l'improbable isolationnisme américain », avril 2024. <https://institut-thomas-more.org/2024/04/18/lhypothèque-trump-%C2%B7-analyse-historique-de-limprobable-isolationnisme-americain/>
- IRIS. 2022. « Impacts of the Ukraine Crisis on Biden's Foreign Policy », 10.10.2022. <https://www.iris-france.org/170529-impacts-of-the-ukraine-crisis-on-bidens-foreign-policy/>
- Le Grand Continent. 2020. « La doctrine Trump », 23.10.2020. <https://legrandcontinent.eu/fr/2020/10/23/la-doctrine-trump-1/>
- Le Grand Continent. 2024. « La moitié du monde est sous sanctions américaines », 27.08.2024. <https://legrandcontinent.eu/fr/2024/08/27/la-moitie-du-monde-est-sous-sanctions-americaines/>
- Le Grand Continent. 2024. « Sur l'Ukraine, Trump pourrait chercher à négocier comme il l'a fait avec Kim Jong Un », Une conversation avec Dana W. White, ancienne porte-parole du Pentagone, 10.09.2024.

<https://legrandcontinent.eu/fr/2024/09/10/sur-lukraine-trump-pourrait-chercher-a-negocier-comme-il-la-fait-avec-kim-jong-un-une-conversation-avec-dana-w-white-ancienne-porte-parole-du-pentagone/>

Le Grand Continent. 2024. « Ukraine, Gaza, Chine : 5 points sur la politique étrangère durant le débat Trump-Harris », 12.09.2024.

<https://legrandcontinent.eu/fr/2024/09/12/ukraine-gaza-chine-5-points-sur-la-politique-etrangere-durant-le-debat-trump-harris/>

Le Figaro. 2024. « L'isolationnisme à géométrie variable de Donald Trump », 09.04.2018.

<https://www.lefigaro.fr/international/2018/04/09/01003-20180409ARTFIG00115-l-isolationnisme-a-geometrie-variable-de-donald-trump.php>

Le Monde. 2024. « A Washington, Volodymyr Zelensky s'invite dans l'élection présidentielle américaine », 27.09.2024,

https://www.lemonde.fr/international/article/2024/09/27/a-washington-volodymyr-zelensky-s-inscrit-dans-l-election-presidentielle-americaine_6335744_3210.html

L'OTAN. 2022. « L'OTAN et l'Afghanistan », 12.04.2022.

https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_8189.htm

Pouvoirs. 2014. « De Roosevelt à Obama : isolationnisme ou interventionnisme ? », <https://shs.cairn.info/revue-pouvoirs-2014-3-page-103?lang=fr>

Vie publique. 2019. « Les Etats-Unis de Donald Trump : « America First » et hégémonie décomplexée », 03.09.2019.

<https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/269992-les-etats-unis-de-donald-trump-america-first-et-hegemonie-decomplexee>

Vie publique. 2020. « La politique étrangère de l'administration Trump », 19.05.2020.

<https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/273699-la-politique-etrangere-de-ladministration-trump-par-maya-kandel>